



Le Journal du Chaos

Le vice et la vertu ne sont que des produits...comme le vitriol et le sucre. Taine

Semaine 06 du. 1er au. 07/02 - 2021



Macron, le virus et les Français

Dire que cette crise aura bouleversé la relation d'Emmanuel Macron au pouvoir est un euphémisme. En dix mois, il a dû revoir sa façon d'appréhender le virus, mais aussi son mode de gouvernance, son rapport à la prise de parole publique. Lui, ce président déjà scarifié par l'affaire Benalla, la crise des Gilets jaunes, la révolte contre la réforme des retraites et bien d'autres. Qui aurait pu prévoir un tel scénario catastrophe ? Personne. Reste le regard des Français, de cette opinion versatile à l'égard d'un pouvoir naviguant à vue devant un virus qui ne cesse encore aujourd'hui de surprendre.

Service politique du Parisien

Misère de la recherche française

La France qui peut se targuer de l'excellence de sa recherche scientifique et médicale est à la traîne parmi ses voisins européens. Elle « a accumulé beaucoup de retard entre le milieu des années 1990 et celui des années 2000 » en matière de brevets pharmaceutiques, relève le Conseil d'analyse économique (CAE). Le CAE pointe le manque de crédits publics en R&D pour la santé, plus de deux fois inférieurs à ceux de l'Allemagne. Ils ont diminué de 28 % entre 2011 et 2018 quand ils augmentaient de 11 % en Allemagne et de 16 % au Royaume-Uni. À ces causes profondes, s'ajoute un déficit en matière de financement dans l'écosystème français des biotechs. Tout devient difficile, en France, dès qu'il s'agit de lever plus de 50M €. Or, le développement clinique coûte cher. A titre d'exemple, Moderna aux Etats-Unis a pu lever 3Mds€. Et son patron est un Français, Stéphane Bancel, exilé aux USA. L'Allemand CureVac a levé 600 M€ dont 300 M€ versés par l'Etat allemand.

Politique

Emprise covid

Le candidat-vaccin d'AstraZeneca semblait cocher toutes les cases pour accélérer la campagne d'immunisation. Mais les doutes s'accumulent. Les experts Allemands estiment « insuffisantes » les données pour évaluer l'efficacité du vaccin chez les plus de 65 ans.

Résultat, ils ne le préconisent, pour l'heure, qu'aux 18-64 ans. Que compte faire l'Agence européenne du médicament qui délivre les autorisations ?

De nombreux patients atteints du covid mais guéris souffrent de symptômes qui ont du mal à disparaître et notamment de problèmes respiratoires. Face à « un phénomène d'ampleur », dont on ne mesure pas encore l'étendue, les pneumologues, se sont virtuellement réunis pour faire le point.

L'agence Johnson & Johnson annonce que son vaccin anti-Covid unidose est efficace en moyenne à 66% mais permet d'empêcher 85% des formes graves. L'UE en a déjà commandé 200 millions de doses qui seront livrées d'ici la fin de l'année.

Dans le cadre de la lutte contre le virus, le gouvernement a pris certaines mesures : contrôle drastique aux frontières – entrées et sorties du territoire interdites sauf impératif -, fermeture des centres commerciaux non alimentaires, télétravail renforcé et couvre-feu davantage contrôlé.

Le vaccin russe Sputnik V serait en cours de validation auprès de l'Agence européenne du médicament. Rappelons qu'il nécessite deux injections mais a l'avantage de se conserver entre 2 et 8°C et il est efficace à plus de 91%. Angela Merkel a fait un appel du pied à Vladimir Poutine pour une production conjointe.

Mais les Russes ne s'arrêtent pas là. Ils travaillent déjà sur un second vaccin, EpiVac-Corona, mis au point par le centre Vektor Novossibirsk. De son côté le centre Gamaleya annonce un Sputnik light qui nécessiterait, lui, une seule injection. Et faire la nique aux Ricains.

Selon des laboratoires américains et l'Institut Pasteur, la plitidepsine pourrait s'avérer efficace dans la réduction de la charge virale chez les patients atteints du covid-19. La molécule serait 27,5 fois plus puissante contre le covid.

Pfizer estime que son vaccin anti-Covid va lui permettre de réaliser 15 Mds\$ de revenus en 2021 avec une marge avant impôts d'environ 25 à 30%.

Scandaleux

Avec la tour Eiffel en arrière-plan, une trentaine de femmes en voile intégral ont déployé une bannière noire: «*Les Françaises dans 50 ans ?*» La veille de la Journée mondiale du hijab, les membres du collectif identitaire Némésis ont choisi une méthode choc pour attirer l'attention sur la condition des femmes musulmanes en France et dans le monde. Alice Cordier, la porte-parole du collectif a passé huit heures en garde-à-vue pour manifestation non autorisée.

Le potentiel de vaccination est ramené à 8 millions de Français fin mars en raison des coups de frein aux livraisons des doses d'AstraZeneca, de Pfizer et de Moderna.

Covid : l'AP-HP affirme que l'épidémie est « mal contrôlée par les mesures actuelles » alors que le risque de « faire face à une vague épidémique importante » devient « une quasi-certitude »

De-ci... de-là

Il y a une belle unanimité de la part de l'opposition parlementaire que résume bien la députée PS Valérie Rabault : « *Tout le monde a compris qu'ils allaient reconfiner, mais que les modalités n'étaient pas arrêtées.* »

L'après Brexit. Malgré l'accord commercial conclu à l'arraché le 24 décembre, les nouvelles formalités administratives sont synonymes de surcoûts et de délais supplémentaires. Pour le secteur des transporteurs, ces nouvelles règles sont un cauchemar qui les a amenés à parfois suspendre temporairement leur activité. Pêcheurs et agriculteurs anglais sont particulièrement touchés.

La santé de Gérard Larcher, le grassouillet président du Sénat, vous intéresse ? Pas vraiment, même qu'on s'en fout. Mais pas la Ripublique qui l'a soumis 46 fois à un test PCR par semaine pour dépister le covid. Larcher, c'est un test ambulancier à lui tout seul.

Jean-Yves Le Drian, a rappelé avec clarté la position française concernant le président sortant du Belarus, Alexandre Loukachenko : « *Nous ne reconnaissons pas la légitimité d'Alexandre Loukachenko. Nous soutenons les aspirations démocratiques du peuple biélorusse (...) nous demandons la libération de tous les prisonniers politiques.* »

La loi sur le séparatisme islamiste suscite bien des polémiques. Toutes les religions, y compris l'islam, sont certes d'accord pour s'opposer à l'islamisme, objet central de « *la loi confortant les principes de la République* »

Mais, selon Philippe Portier, auteur de *La religion dans la France contemporaine* (Armand Colin), « *Ce projet de loi est manifestement un tournant dans l'histoire de la régulation des cultes en France. (...) La laïcité en sort profondément transformée : elle était fondée sur une intervention minimale de l'État qui, là, devient maximale. On passe à une « laïcité de sécurité », avec moins de libertés et une multiplication des contrôles* »

On pense ce que l'on veut du RN, il n'en reste pas moins que c'est le plus grand gueuloir politique de ce pays. Et Marine Le Pen est créditée de près de 34% d'adhésion chez les votants âgés de 18 à 34 ans. 13 points de plus que Macron. Une jeunesse qui se radicalise ?

Plus con, tu meurs ! Lors du débat à l'Assemblée sur le projet de loi sur le séparatisme, le député Insoumis Eric Coquerel a déclaré que le voile des mariées chrétiennes était la marque d'une « *soumission de la femme à son époux* ». Inutile de dire que les critiques ont fusé.

Elysée

Il y a un an, le confinement était soutenu par 93% des Français, d'après un sondage Elabe. Ils ne sont plus que 48 % ! Or, pour qu'il soit efficace, un confinement doit être massivement respecté.

Emmanuel Macron a choisi une toute autre option : le maintien du couvre-feu à 18 heures et de nouvelles mesures restrictives comme la fermeture des frontières hors Union européenne et celle des surfaces commerciales non alimentaires de plus de 20 000 m². Pour le reste, la balle est dans le camp de la population.

Il a fait sienne une hypothèse très joyeuse suggérée par des chercheurs : le virus et ses variants sont installés pour longtemps, et il va falloir « vivre avec ».

Macron a poursuivi : « *Nous devons tous comprendre que, pendant des mois, peut-être des années, a poursuivi Macron, il nous faudra ajuster nos choix et nos décisions pour protéger des vies et la vie. Mais, le confinement, c'est la solution extrême, à laquelle on devra malheureusement recourir en cas de flambée extrême.* »

« *Quelle politique la Grande-Bretagne a-t-elle envie de choisir ? Elle ne peut pas être le meilleur allié des Etats-Unis, le meilleur allié de l'Union européenne et le nouveau Singapour. (...) Et donc, il faut choisir un modèle* », a déclaré le chef de l'Etat lors d'un entretien avec la presse anglaise.

Gouvernement

Au gouvernement chaque ministre défend sa boutique et les tensions sont grandes entre le camp de la « santé » et celui de « l'économie ». D'où la couacophonie gouvernementale.

Dans le cas du confinement, il est accentuée par la contradiction dans laquelle l'exécutif est enfermé : d'un côté la nécessité de préparer l'opinion publique à un nouvel enfermement, de l'autre l'inconnue sur le périmètre de ce nouveau confinement.

Jean Castex a annoncé une quinzaine de mesures dont le déblocage de 2 milliards d'euros de plus dans les quartiers dits « populaires » à l'occasion d'un raout interministériel à Grigny (Essonne). Faut-il rappeler que les différentes politiques de la ville n'ont jamais marché malgré des tombereaux de pognon versés ?

Jean Castex a causé dans le poste télévisuel depuis l'Elysée, vendredi 29/01, pour nous dire que « *ce soir, nous considérons que nous pouvons encore nous donner une chance d'éviter le confinement* »,

« En n'annonçant rien sur les établissements scolaires ce vendredi soir, on peut considérer qu'on a obtenu un répit supplémentaire d'au moins une semaine », glisse-t-on dans son entourage. Car la trouille est grande d'une réaction violente du corps social en cas de reconfinement.

En fait, c'est Emmanuel Macron qui a choisi de lever le pied. « *Le président essaie de retenir au maximum les décisions pour laisser de l'oxygène au pays, il ne veut pas céder à la panique et encore moins aux injonctions* », confie un intime.

Dixit Bruno Le Maire : « *Je suis désolé de devoir me répéter sur ce sujet mais nous aurons besoin d'une réforme des retraites qui rétablisse les équilibres financiers du régime des retraites* ». C'est reparti pour un tour...

On rit...jaune. Alors que la mère Schiappa estime que « *le nombre d'électeurs présents simultanément dans un bureau de vote sera de trois* », les transports et les supermarchés sont bondés avant l'heure du couvre-feu.

Selon Elisabeth Borne, ministre du Travail, « *Si, à chaque confinement, on a 300 000 demandeurs d'emploi de plus, cela devient monstrueux. Cette crise finira par provoquer des dégâts sociaux irréparables.* »

« *La proposition de loi du Rassemblement national, c'est un coup de baguette magique, a raillé* Gérald Darmanin auprès de journalistes. *Abracadabra, et il n'y a plus d'islamisme en France ! J'ai vu [que Marine Le Pen] prévoyait de dissoudre tous les mouvements, toutes les associations qui nieraient un génocide. J'espère que ça ne s'appliquera pas a posteriori à son père.* » Olé !

Institutions

Les sénateurs ont tranché : la Chambre Haute a donné son accord, contre l'avis du gouvernement, pour que le second tour des élections régionales se déroule « au plus tard le 20 juin » prochain. Le texte reviendra à l'Assemblée nationale pour être étudié le 9 février prochain.

L'ensemble des oppositions à l'Assemblée nationale n'ont pas du tout apprécié l'arrêt de la mission d'information sur la gestion de la crise du covid-19, souhaitant ardemment son maintien.

Mais un vote est venu dissoudre la mission d'information. Côté LREM, la justification est simple : le rapport rendu, c'est la commission des Affaires sociales qui prend le relais.

Jusqu'alors représenté à l'Assemblée par sa seule présidente, l'ancienne ministre et députée des Deux-Sèvres Delphine Batho, Génération Écologie compte désormais trois députés avec le ralliement de Cedric Villani (Paris) et Hubert Julien-Laferrrière (Rhône).

Au fil d'une longue enquête, l'Observatoire de l'éthique publique a fait cette découverte stupéfiante : la rémunération des membres du Conseil constitutionnel, gardiens de notre Etat de droit, n'est pas conforme au droit.

A la lecture des fiches de paye, il apparaît que l'indemnité s'élevait à 6 968 euros bruts avant 2001, la moitié étant fiscalisée. En 2001, alors qu'Yves Guéna préside le Conseil, elle est portée à 10 951 euros bruts (6 084 euros de traitement, 4 867 euros d'indemnité complémentaire), soit une augmentation de 57 %.

A l'automne 2020, le député Naegelen se fait communiquer une fiche de paie anonymisée et constate que la rémunération s'élève à 15 000 € bruts soit 13 287 € l'équivalent du salaire du président de la République. Comme la plupart des membres dudit conseil sont des retraités, ils réalisent là un joli cumul. Nos députés vont-ils y mettre fin ?

Divers

C'est un scénario « à la néerlandaise. » qui inquiète les services : la crainte de manifestations de personnes « anti-confinement », dont le profil et le mode d'action pourraient être similaires à celui des Gilets jaunes.

Le ministère de l'Intérieur suit avec la plus grande attention les remontées que les préfets adressent à la place Beauvau depuis plusieurs jours, ainsi que les rapports remis par les services.

Anne Hidalgo, la maire de Paris, a exclu du groupe Paris en Commun (duquel elle est issue) Christophe Girard, dont le nom était révélé dans le cadre de l'affaire Matzneff. Conséquence : c'est désormais la droite, menée par Rachida Dati, qui dispose d'un nombre supérieur d'élus au conseil de Paris.

La Fédération protestante de France, par la voix de François Clavairoy, s'inquiète du projet de loi sur le séparatisme. Le président de la fédération, auditionné par le

Sénat, a estimé que ce projet de loi aura des dommages collatéraux pour l'ensemble des cultes, protestants inclus.

À l'occasion du Beauvau de la sécurité, resurgit l'idée de rapprocher la police de la population grâce à 30 000 « réservistes », des civils volontaires qui seraient policiers à temps partiel. La police nationale entend ainsi imiter la gendarmerie qui, forte de son identité militaire, s'est depuis longtemps dotée d'un tel système. Avec succès.

Selon Alain Bauer, criminologue, « un profond mouvement de retour de la violence physique est en train de se produire, particulièrement en Occident. Il est ignoré ou sous-estimé. » Le criminologue évoque, pêle-mêle, « la crise sociale, la crise sanitaire, les effets violents de la "trollisation" de la société, qui vont jusqu'à l'appel au meurtre sur les réseaux sociaux ». Il oublie simplement les effets pervers de l'immigration.

Au Plaza. Athénée, avenue Montaigne, l'un des luxueux hôtels parisiens, on a trouvé la parade pour continuer d'accueillir les patrons, députés et autres stars des médias. Il propose une chambre pour la journée pour 6 personnes à 495 € et 250 € pour la bouffe. Ca fait cher le repas.

Entre 2019 et 2020, le nombre d'attaques informatiques a fortement augmenté, les hackers profitant des failles de sécurité rendues possibles par le travail à distance. Le Cigref, qui porte la voix des grandes entreprises et administrations sur les enjeux numériques, a alerté Matignon sur cette « menace croissante pour l'économie ».

48% des Italiens, 35% des Français et 24% des Britanniques ont une opinion favorable de la Russie.

François Asselineau, patron du petit parti de droite Union populaire républicaine (UPR) a été placé en garde-a-vue à la Brigade de répression de la délinquance à la personne, pour harcèlement moral, harcèlement sexuel et agression sexuelle. Ben mon cochon !

Tambouille macro-machin

Devant les 180 milliards d'euros de déficit, LREM lance une task force. Pilotée par le rapporteur du budget à l'Assemblée nationale, Laurent Saint-Martin, elle doit dégager des positions politiques claires sur la dette publique alors que le sujet risque de s'inviter dans la campagne présidentielle.

Les conseillers politiques LREM (mais pas seulement) ont un goût particulier pour les délices des GAFAM et de l'imperium américain. Après Alice Garza, conseillère LREM au Sénat, qui a rejoint Twitter, c'est au tour de Julie Lavet, ex-chef de cabinet et conseillère de ministre qui vient d'être engagée par Apple.

Le renouvellement de la moitié du Sénat ne profitera pas financièrement à La République en marche (LREM). le groupe présidé par François Patriat perd le rattachement financier de cinq sénateurs en 2021, en passant de 25 à 20 membres. Ce jeu comptable représente un manque à gagner de 185 000 euros pour LREM, soit 37 000 euros par élu.

Emmanuel Macron, pas content du tout du patron de LREM, Stanislas Guérini, « *il n'imprime pas, il ne pèse pas* ». Il reproche à Guérini sa grande discrétion dans le débat politique et son côté inaudible sur les sujets d'actualité, en particulier la crise sanitaire. La question se pose plus que jamais : peut-il rester à son poste, alors que la présidentielle va nécessiter une équipe de choc derrière Macron ?

Pour le sénateur LREM François Patriat (Côte-d'Or), Xavier Bertrand reste « *un petit joueur limité à la seconde division. Si François Baroin était entré en compétition, on aurait pu s'inquiéter, mais là...* »

Droite

Ce n'est pas une surprise, mais les députés de LR se sont opposés, à l'Assemblée, au projet de loi gouvernemental sur le séparatisme, mot impropre d'ailleurs puisqu'elle vise essentiellement les islamistes ce qui fait d'ailleurs râler les autres cultes monothéistes. Mais passons.

Le contre-projet de LR envisage ainsi d'inscrire à l'article premier du texte fondamental que « *nul individu ou groupe ne peut se prévaloir de son origine ou de sa religion pour s'exonérer de la règle commune* » – notion déjà adoptée, à l'automne, par la majorité sénatoriale de droite.

Dans l'ensemble, la philosophie du texte est d'éloigner les islamistes de la vie publique, et d'un certain nombre d'emplois. Tout n'est pas farfelu dans leurs revendications mais un certain nombre de mesures risquent de ne pas passer la barre du Conseil constitutionnel.

Le RN comme les Républicains ont un ennemi commun : le camarade Nicolas Dupont-Aignan. Motif de ce rejet : en tant que souverainiste il pointe à 7% des intentions de vote à la présidentielle. L'implosion de son mouvement n'a rien changé.

Gauche

Ca s'agite fort chez les écolos. A 48 ans, Sandrine Rousseau, l'ancienne n°2 d'EELV, qui s'était retirée de la politique après avoir accusé Denis Baupin d'agression sexuelle, a décidé de se présenter à la primaire des Verts pour la présidentielle. C'est Jadot qui va être content.

A quinze mois du premier tour de l'élection présidentielle, la gauche est en retrait dans la bataille pour l'Elysée. Le PS arrive derrière Jean-Luc Mélenchon, en dessous de 10%. Raison pour laquelle, Olivier Faure lance un appel : « *Je crois que nous devons avancer pour refonder un grand parti à gauche à l'automne prochain* ». L'avenir étant dans l'union de la gauche. Mélenchon se gondole...

On rigole plus. Le PS empêché de participer à la prochaine présidentielle ? C'est la grande crainte de la direction du PS, exprimé dans un document confidentiel. Faute d'avoir suffisamment d'argent dans les caisses.

Le produit de la vente de l'immeuble de la rue de Solferino (45,5 millions d'euros) a été avalé en grande partie par le remboursement d'un prêt (20 millions), un découvert bancaire (6 millions), l'investissement dans le nouveau siège (10 millions) et le financement d'un plan de sauve-garde pour l'emploi (3,5 millions).

Pour se défaire de son image parisienne, Anne Hidalgo pourra compter sur une nouvelle génération d'élus locaux socialistes, majoritairement maires de métropole. De Nantes à Montpellier, de Nancy à Clermont-Ferrand, ils espèrent peser en 2022. Les nouveaux élus locaux du PS offrent un réseau indispensable à Hidalgo.

Jean-Christophe Cambadélis, ex-premier secrétaire du PS, a présenté son deuxième mémorandum consacré à un « nouveau contrat social et écologique », un texte programmatique dans la perspective d'une éventuelle primaire du pôle social-démocrate pour la présidentielle 2022.

A quelle est belle cette gauche ! Le député Matthieu Orphelin (Maine-et-Loire) a amalgamé les manifestants opposés à la PMA à des néo-nazis. De son côté, la sénatrice écolo franco-turco-israélienne Esther Benbassa a une nouvelle fois soutenu l'association immigrationniste d'extrême gauche Utopia 56.

Abolir les titres de noblesse, tel est l'un des amendements qui ont été proposés par Jean-Luc Mélenchon et des députés Insoumis lors des débats en commission sur les principes républicains. Les titres ont été supprimés à la Révolution et rétablis sous le second Empire et pas supprimés depuis. Proposition rejetée. Duc, comte tu es et tu resteras !

Société

Les viols (+ 11 %) et les violences intrafamiliales (+ 9 %) ont été en forte hausse en 2020 pour la troisième année consécutive a relevé le premier bilan annuel de la délinquance publié par le ministère de l'Intérieur. Je confine, tu confines... je frappe !

La fermeture des cafés et restaurants ne fait pas que des malheureux dans le secteur de la restauration. Certains y voient même une aubaine pour développer des « dark kitchens ».

Ces « restaurants » sans salle, sans tables, sans serveurs, qui fonctionnent uniquement via des plateformes de livraison, connaissent un véritable boom. Exemple : Deliveroo.

Pour Hubert Jan, président de l'Umih (métiers de l'hôtellerie) : « Les dark kitchens ne font pas partie de la restauration pour laquelle je milite, c'est-à-dire traditionnelle, gastronomique et française. Ce sont surtout des tacos, des kebabs, des pizzas, des burgers, qui s'adressent à une clientèle jeune. » Bref, danger malbouffe !

Face à une demande de plus en plus grande de produits du terroir et favoriser ainsi les circuits courts, la Région Ile-de-France s'apprête à adopter un plan pour

une alimentation locale, durable et solidaire. Les terres agricoles d'Île-de-France sont réputées comme étant les meilleures d'Europe.

La Région prévoit de faciliter l'installation de « 200 nouveaux agriculteurs par an » grâce à des dispositifs d'aide à la reprise d'exploitation et à l'investissement. Elle va financer également la polyvalence des exploitations. Le label « produit en Île-de-France » (400 entreprises adhérentes) doit être étoffé de 50 %.

Deux professeurs du collège Lucie-Aubrac de Givors (Rhône) ont entamé une grève de la faim le 25 janvier pour dénoncer les multiples agressions et intimidations dont ils sont victimes avec leurs collègues.

Longtemps la responsabilité des entreprises en matière de santé des salariés a été l'affaire de la loi, de la réglementation et de la négociation sociale. La crise sanitaire a bouleversé la donne.

Depuis la mise en place des « gestes barrières » et des différents protocoles sanitaires, l'entreprise est devenue actrice de santé publique, investie d'une responsabilité directe dans la lutte contre la pandémie.

Chez les employeurs, garantir la santé des salariés est devenu une ardente obligation, quasiment une priorité. L'accompagnement santé doit devenir une composante de la politique de ressources humaines de l'entreprise.

Le très sérieux institut de sondages Ifop publie une vaste étude sur l'évolution de l'épilation en France. En huit ans, le nombre de femmes pratiquant l'intégrale sont 24% contre 14% en 2013. Mais on note également un doublement des adeptes du poil, les femmes déclarant ne pas s'épiler du tout sont passées de 15 à 28%. Chez les hommes, 55% déclarent s'épiler partiellement.

La crise de confiance des Français à l'égard du gouvernement pour assurer leur sécurité s'accroît. Selon le dernier baromètre Fiducial-Odoxa, seuls 17 % de nos concitoyens déclarent lui faire encore confiance en matière de cambriolages et d'agressions. Soit une chute de 12 % par rapport à juillet dernier.

Les policiers restent très majoritairement appréciés, avec 75 % d'opinions favorables en dépit de polémiques après des violences et des soupçons de racisme.

« Plus les Français sont jeunes et modestes, moins l'image des policiers est positive. » En effet, si 62 % des 18-24 ans, 65% des 25-34 ans et 68% des revenus inférieurs à 1 500 € en ont une bonne opinion, ils sont 87 % chez les 65ans et plus et 80% chez les revenus supérieurs à 3 500 €.

Rappelant que « les syndicats de policiers pointent notamment une inefficacité du système judiciaire en matière de délinquance », les sondeurs sont sans appel : « Les Français les soutiennent massivement sur la question. » Pour 88% des Français, la réponse pénale n'est pas efficace pour éviter la récidive.

Faits divers

Ils sont de plus en plus nombreux à péter les plombs. Air du temps, confinement et covid ? Détresse dans un monde déboussolé ? Un ingénieur d'origine antillaise de 45 ans au chômage a semé la mort dans la Drôme et l'Ardèche en tuant une conseillère de Pôle emploi et la DRH de l'entreprise qui l'a licencié.

Les restaurateurs en ont ras-le-bol. Alors certains ont décidé de rouvrir en lousdé. Ce n'est pas sans rappeler les temps joyeux de l'Occupation, celui de *la Traversée de Paris*. A Paris les contrôles se sont intensifiés et ont débouché sur la découverte de 24 clandés qui font l'objet d'une fermeture administrative.

A Onnaing (Nord), une employée de la Poste a été blessée alors qu'elle tentait d'empêcher un inconnu de lui voler sa camionnette de fonction. Souffrant d'un léger traumatisme crânien, elle a été prise en charge au centre hospitalier de Valenciennes. Le malfaiteur court toujours.

Migration/islam

La préfecture de Mayotte s'est lancée, au prétexte de la pandémie, dans une collaboration avec des sociétés nautiques privées pour surveiller les frontières maritimes de l'île. Du jamais vu. Du « temporaire », répond la sous-préfète, Nathalie Gimonet, en charge de la lutte contre l'immigration clandestine.

En plein examen par l'Assemblée nationale du projet de loi séparatisme, de plus en plus de voix s'élèvent chez les fidèles et les politiques contre la cession pour un euro symbolique de lieux de culte au Maroc.

Rabat a en effet promis de verser 4,5 millions d'euros à condition de devenir propriétaire des lieux. L'euro député du Rassemblement national, Gilbert Collard, dénonce « un abandon de territoire ». Quarante et un députés ont déposé un amendement proposé par Jacques Maire (LREM) afin d'éviter que les lieux de culte passent sous tutelle étrangère.

Pieuse innovation signalée par *Le Télégramme de Brest* (16/1) : « Depuis une semaine, l'eau bénite a fait son grand retour à la cathédrale de Vannes. Non pas dans les bénitiers, toujours à sec, mais dans un distributeur à pédale. Comme pour le gel hydroalcoolique. » On n'a pas de pétrole... mais des curés imaginatifs.

Violences, rixes, rackets, rébellions, agressions verbales. Depuis plusieurs mois, la violence explose entre jeunes détenus ou envers les personnels dans les quartiers et établissements pénitentiaires pour mineurs.

Ils sont majoritairement issus de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique du Nord, singulièrement du Maroc, et des pays de l'est de l'Europe. « La plupart d'entre eux ne sont pas mineurs mais majeurs et c'est là le problème principal », affirme Mathieu Vasseur, secrétaire général de l'Unsa-Ufap pour l'établissement de Lavaur, qui estime que « huit mineurs étrangers sur dix seraient en fait majeurs. Des majeurs qui, bien souvent, ont largement dépassé la vingtaine ».

L'intérêt de se faire passer pour mineur tient, d'une part, au fait que les peines sont divisées par deux et que la détention y est par définition moins éprouvante que dans les quartiers majeurs où l'on tombe toujours sur plus fort que soi. Le recours aux tests ? Mais les magistrats rechignent à les diligenter en raison de leur coût, 1500€.

Ecologie/ sciences & techniques

La direction de Sanofi-Aventis Recherche et Développement a précisé, lors d'un comité social et économique (CSE) central, qu'elle voulait supprimer 364 emplois, « principalement en recherche », et transférer en région parisienne les 56 postes de son site de Strasbourg.

Une décision inédite dans le monde de l'éolien. Le préfet de l'Orne, Françoise Tahéri, a exigé d'un exploitant, en l'occurrence Voltalia, qu'il arrête temporairement les pales de son parc situé à Échauffour, près de L'Aigle.

Dans ce village normand de 750 âmes, elles créent une nuisance sonore pour ses habitants bien au-delà des normes légales et du supportable dans certains cas.

La Fondation Tara Océan travaille, dans le plus grand secret, à la conception d'une base autonome concentrant des technologies de pointe et dont l'objectif est d'étudier le climat au pôle Nord lors d'une exploration scientifique inédite. Cette base pourrait être construite en France et financée par l'enveloppe du plan de relance consacrée à la construction navale.

Président du muséum national d'Histoire naturelle et paléontologue, Bruno David a récemment publié un livre d'une grande clarté sur un sujet multiforme, la biodiversité. Dans *A l'Aube de la 6e extinction. Comment habiter la Terre* (Grasset), ce biologiste de formation ne renonce pas devant la complexité du sujet.

Le paléontologue décrit les menaces fulgurantes qui pèsent sur certaines espèces, un effondrement dont l'homme est la cause principale. Et de rappeler que la biodiversité est notre assurance vie, notre meilleur allié contre les pathogènes.

Sans vaccin contre dix agents pathogènes majeurs, de la rougeole au pneumocoque, la mortalité chez les enfants de moins de 5 ans du monde entier serait aujourd'hui de 45% plus élevée.

Economie

Les mauvais signaux s'accumulent dans la fonderie automobile française. La baisse des ventes de voitures en France en 2020, le déclin du diesel et la concurrence étrangère à bas coût risquent de condamner 39 % des emplois du secteur d'ici à 2030. L'Etat pousse désormais à des regroupements.

Le Premier ministre a annoncé que, dès samedi 30/01, les « centres commerciaux non alimentaires de plus de 20 000 m² » devront fermer. Et ce en pleine période des soldes. Il s'agit en fait des galeries marchandes. Il y en a 396 en France.

C'est plus qu'un dommage collatéral. Les finances publiques s'enfoncent également dans le rouge car les rentrées fiscales sont affectées. En 2020 elles avaient chuté de 37,1 Mds€ pour atteindre un plancher à 256 Mds€.

Pour la seule année 2020, les recettes fiscales de l'Etat accusent un manque à gagner de 40 milliards d'euros. Au final, le déficit de l'Etat a atteint, en 2020, 178 milliards d'euros, du jamais-vu depuis 1945. Alors pour combler ce trou, bien évidemment non prévu, il ne reste qu'une seule solution : solliciter davantage les marchés financiers et emprunter. Et donc s'endetter un peu plus.

D'un montant de 900 millions d'euros, le contrat de la Place Beauvau de la future 4G des policiers, gendarmes, pompiers ou surveillants pénitentiaires met sur les braies opérateurs télécoms et les leaders de systèmes sécurisés comme Thales ou Airbus Secure Land Communications (ASLC).

Ce chantier stratégique, validé par Emmanuel Macron en octobre 2017, doit unifier les systèmes de transmission des différentes forces de sécurité intérieure, toujours incompatibles et de plus en plus obsolètes.

La société YposKesi, l'une des plus prometteuses biotech françaises, créée par l'AFM-Téléthon et par la BPI, va être cédée à un groupe coréen. L'opération illustre le naufrage de l'industrie pharmaceutique française et le double discours du pouvoir.

La chaîne de restauration en libre-service Flunch a confirmé, lors d'un CSE, sa volonté de fermer 57 de ses 161 restaurants, et de supprimer 1 244 postes sur 5 000. L'entreprise est la propriété de l'Association familiale Mulliez, qui a également dans son giron Auchan ou Decathlon.

A cause de la Covid-19, beaucoup d'usines chinoises ont fermé. La consommation mondiale a ensuite chuté au cours du printemps avec les multiples confinements. Les transporteurs mondiaux, pour ne pas perdre d'argent, ont désarmé beaucoup de bateaux. 20 % de la capacité du fret maritime a été retirée.

Entreprise. L'assureur Allianz a dressé le top 3 des catastrophes les plus redoutées : l'interruption d'activité, une nouvelle pandémie, une attaque cyber majeure. Suivent, loin derrière, les marchés en développement, les changements de législation ou de réglementation, un incendie ou une explosion sur un site industriel. La détérioration soudaine de leur trésorerie est en filigrane de tous les risques redoutés par les entreprises.

Culture/médias

Le *Portrait d'un homme au médaillon*, attribué à Sandro Botticelli, mis à prix à 70 millions \$ à New York a trouvé preneur à 80 M\$ soit 92,2 M\$ avec les frais. L'attribution de ce tableau à Botticelli a toutefois longtemps été contestée. Un milliardaire américain l'avait acquis pour 1,3 M\$ en 1982 chez Christie's.

Pour remplir le siège du défunt d'Ormesson, les académiciens, cédant vraisemblablement à l'air du temps – à moins de vouloir faire de l'Académie un claque ! – ont élu l'essayiste et romancière Chantal Thomas, 75 ans, qui sera ainsi la dixième femme à siéger dans cette noble institution. Spécialité de la dame, son amour pour le sulfureux Casanova et du divin marquis... de Sade.

Claude Sérillon rejoint le journal satirique *Siné Mensuel*. Dès le prochain numéro, qui sort mercredi 3/02, l'ancien journaliste de télévision (qui fut aussi conseiller en communication de François Hollande) écrira une chronique sur les médias, « regard de travers ». Faut bien payer le loyer.

Le groupe d'édition présidé par Xavier Pryen (L'Harmattan, Michalon, Sutton, etc.) lancera, à la fin du premier trimestre, Kur TV. Cette nouvelle chaîne de streaming consacrée aux films courts-métrages viendra renforcer le pan audiovisuel de L'Harmattan, déjà composé d'Opsis TV et de Docs TV.

Avec sa nouvelle DRH Laurence Mayerfeld, Delphine Ernotte veut faire appliquer l'interdiction pour les journalistes de France télévisions de présenter des émissions sur des radios ou chaînes privées. Le présentateur du journal de 13 heures sur France 2, Julian Bugier, est concerné.

Gabriel Matzneff, 84 ans, a décidé de répondre au livre de Vanessa Springora le mettant en cause. Ce livre ne sortira pas en librairie mais uniquement par souscription, intitulé *Vanessavirus*, au prix de 100€ et 650€ pour un texte dédié. Sortie prévue le 15 février.

Le livre de Camille Kouchner - *La Familia grande* – où elle dézingue son beau-père, Olivier Duhamel, pour le viol de son petit frère est largement en tête des ventes avec plus de 200 000 exemplaires. Côté tiroir-caisse, c'est une bonne opération.

Effervescence dans les médias depuis l'annonce par le groupe allemand Bertelsmann de vendre 48% du groupe M6. Il en espère 3 milliards d'euros. Les prétendants sont Vivendi, Altice, TFI et Daniel Krétinsky.

Le journaliste et écrivain Eric Zemmour jugé à Paris pour « contestation de crime contre l'humanité » après avoir soutenu sur le maréchal Pétain avait « sauvé » les juifs français a été relaxé. L'Union des étudiants juifs de France se dit déçue.

Sur son site internet, *le Figaro* a inauguré une nouvelle rubrique « faits divers » qui fait hurler les syndicats et le service société du journal, car ceux-ci n'ont pas été informés par cette nouvelle création qui mobilise quatre personnes

Europe

Union européenne. Face aux difficultés des laboratoires de livrer les fameux vaccins, la Commission européenne a perdu les pédales preuve que, à la différence d'un véritable exécutif, elle n'est décidément pas capable de gérer les urgences, ni de faire de la politique. La présidente, Ursula van der Leyen, est particulièrement visée.

L'exécutif européen a manqué de provoquer une crise en décidant de réinstaurer une frontière physique entre l'Eire et l'Irlande du Nord, faisant voler en éclat

l'accord du Vendredi Saint... avant de se raviser dans la soirée. La présidente s'est fait rentrer dans le lard par l'Anglais Boris Johnson.

Allemagne. A neuf mois des législatives, les autorités allemandes augmentent la pression sur l'AfD. Le renseignement intérieur fédéral (BfV) s'apprête à lancer une surveillance d'envergure contre le parti d'extrême droite. L'information a fuité à la mi-janvier au grand dam du ministre de l'Intérieur, Horst Seehofer.

Le projet de gazoduc Nord Stream 2 qui doit doubler les capacités d'acheminement de gaz russe vers l'Allemagne suscite toujours la polémique, d'autant qu'Angela Merkel subit les pressions de Washington et de Bruxelles. Mais la chancelière tient bon.

Espagne. Le réseau social américain Twitter a suspendu le compte du parti Vox suite à une publication dénonçant la surreprésentation des individus d'origine maghrébine dans la criminalité et affichant le mot-clé #StopIslamizacion.

Italie. Le président italien Sergio Mattarella a convoqué l'ancien président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, 73 ans, afin de constituer un nouveau gouvernement. Et écarté l'idée d'une dissolution de l'assemblée. Manière aussi de fermer la porte à un gouvernement Conte 3.

Pologne. C'est fait. La décision judiciaire arguant du droit à la vie pour restreindre l'avortement aux seuls cas de viol et de mise en danger de la santé de la mère, a été publiée au Journal officiel polonais.

Portugal. Ce pays est devenu le quatrième pays d'Europe à légaliser l'euthanasie après les Pays-Bas, le Luxembourg et la Belgique. La nouvelle loi réserve l'euthanasie aux résidents du Portugal âgés de plus de 18 ans qui en font la demande à la condition qu'ils se trouvent dans une situation d'extrême souffrance. La décision doit être validée par au moins deux médecins.

Le Portugal est violemment frappé par le rebond de la pandémie. Il souffre du plus fort indice de contagion au monde avec 15/16 000 nouveaux cas par jour et plus de 300 morts en 24 heures. L'Autriche a décidé de se porter à son secours en prenant en charge des patients.

Russie. Au lieu de développer le dialogue pour faire face aux défis actuels, l'Europe « jette à la poubelle » le potentiel de ses relations avec la Russie, au grand regret du Kremlin, a affirmé le porte-parole du Président russe, Dmitri Peskov.

International

Japon. Malgré la crise, le Japon est aujourd'hui, comme la plupart du temps depuis des décennies, en situation de plein-emploi. Son niveau record de chômage, atteint en juillet 2009 après la crise financière de 2008, n'avait pas dépassé 5,7 %.

Ce pays compte 126 millions d'individus et ne connaît pas d'immigration au motif qu'elle est interdite. Ici, tout gouvernement œuvre à la préservation de l'identité et de la culture japonaises. Malgré tout, le pays manque de main-d'œuvre en raison du déclin démographique.

Etats-Unis. Les États-Unis « demandent à la Turquie et à la Russie de commencer immédiatement le retrait de leurs forces » de Libye, incluant militaires et mercenaires, a affirmé à l'ONU l'ambassadeur américain par intérim, Richard Mills.

Entre Pékin et Washington, une grande bataille se déroule en mer de Chine méridionale, mais elle reste invisible et secrète. C'est la guerre froide des sous-marins nucléaires qui parcourent cet espace plus grand que la Méditerranée (3,5 millions de km²) et dont la topographie des reliefs sous-marins constituent un enjeu stratégique.

Notamment l'archipel des Spratleys traversées par de profonds canyons qui sont autant d'autoroutes pour les sous-marins. L'enjeu essentiel et passé sous silence ne serait donc ni les droits de pêche, ni la circulation des navires marchands mais bien la capacité des sous-marins nucléaires chinois à s'y déployer.

Sites à consulter

[TVLibertés](#)

[Obervatoire du journalisme](#)

[Synthèse nationale](#)

Energie et climat par Jean-Marc Jancovici



Le soi-disant palais de Poutine



[L'historien Pierre bérard nous parle de Julien Freund](#)
[le règne de l'anarcho-tyrannie](#)

Journées de lecture



Parution de la Revue **Éléments** n° 188 – 6,90 €

Au sommaire : ***L'animal est-il une personne ?***

Et les riches contributions habituelles d'Alain de Benoist, François Bousquet, Pascal Eysseric, etc.

Vente en kiosque et

[A commander ici](#)

Petit éloge de Tintin, par Jacques Langlois, François Bourin, 300 p., 12 €

Il reste – heureusement – des amoureux pour parler du héros et de ses aventures, tel Jacques Langlois. Ami d'Hergé, connaisseur bien infiltré des diverses facettes de l'univers tintinesque (la création des albums, la vie du dessinateur, ses collaborateurs au studio Hergé, les projets de Spielberg, l'épidémie de collectionnisme, les polémiques en tous genres), il égrène ses souvenirs dans ce *Petit éloge de Tintin*, un volume bref, plaisant et enlevé, garni d'anecdotes et d'avis bien pesés, où même les tintinophiles avertis trouveront du neuf.

Écrits de combat, par George Orwell, Bartillat, 260 p., 20 €

Après l'édition de *La Pléiade* (Gallimard), réunissant ses romans, Orwell revient en librairie avec une anthologie de ses écrits de combat, peut-être la meilleure part de son œuvre.

Les lectures d'Olivier Maulin

La poursuite de l'idéal, de Patrice Jean, Gallimard, 496 p., 23 €

Un Huron débarquerait en France et réclamerait un seul livre pour comprendre notre époque, nous lui donnerions sans hésitation *la Poursuite de l'idéal*.

Le braconnier de Dieu, de René Fallet, Bleu autour, 288 p., 27 €

Réédition d'un ouvrage de ce délicieux auteur qui avait aussi un goût prononcé pour la farce. Et pour ne rien arranger, ça se passe sous l'Occupation. En 1943, deux compères complètement bourrés se réfugient à l'abbaye de Sept-Fons dans le Bourbonnais pour échapper à une patrouille allemande. Et c'est parti.